

L'Express 081221

Fermeture des discothèques : pour le monde de la nuit, un difficile "retour à la case départ"

Agents de sécurité et de nettoyage, serveurs, barmen, promoteurs, DJ... Souvent précaires, les salariés des boîtes de nuit dénoncent cette énième fermeture.

Par Céline Delbecque

Pour le soir du 31 décembre, le Lulu Club était prêt à briller. Après la "déprime du réveillon 2020", les patrons de cette [boîte de nuit](#) de Nîmes avaient prévu une fête grandiose : un show de transformistes, de la bonne musique, de nouvelles décorations, et même des masques de fête à distribuer aux clients, "comme au bon vieux temps". "Nous étions ravis de célébrer ce moment avec nos habitués, notre personnel se réjouissait", souffle Marc Serafini, co-direct du club. Mais [trois semaines avant le grand événement](#), ses espoirs ont été douchés par une nouvelle annonce du gouvernement : lundi soir, [Jean Castex a indiqué que les discothèques seraient fermées pendant quatre semaines](#). Le but ? Freiner la cinquième vague de Covid-19, de plus en plus menaçante. "Nous le faisons parce que le virus circule beaucoup chez les plus jeunes, même vaccinés, parce que le port du masque est extrêmement difficile dans ces établissements", a indiqué le Premier ministre. "Nous le faisons aussi par cohérence avec le message général de prudence", a-t-il ajouté.

[LIRE AUSSI >> *Discothèques : "Avec le passe sanitaire, on fait entrer 12 à 15 personnes à l'heure"*](#)

Quitte à provoquer la colère des gérants des 1200 établissements concernés par cette fermeture, inquiets pour la survie de leurs structures... et pour certains de leurs employés. Selon les syndicats professionnels, les discothèques représenteraient en effet 30 000 emplois directs, et un milliard d'euros de chiffres d'affaires annuel. "Tous les week-ends, on fait venir des danseurs, des artistes. On embauche des serveurs, des barmans, des hôtes et hôtesse... Ils sont déboussolés. Car pour eux aussi, c'est un arrêt net d'activité", fait valoir Marc Serafini, lassé.

"Monter sur scène, c'est revivre. Pour nous, c'est primordial", témoigne Fred, chanteur et performeur au Lulu Club. Alors qu'il s'était déjà engagé sur plusieurs dates au sein de l'établissement pour le mois de décembre, l'artiste se dit révolté. "Cette fermeture nous tombe sur le coin du visage, de manière brute et inattendue. Pour nous, c'est un coup de poignard dans le coeur". Outre l'aspect financier de cette pause forcée, qui lui fera perdre "quelques centaines d'euros par mois", Fred insiste sur les impacts psychologiques de cette énième fermeture. "Ici, on fait vivre le spectacle, la diversité, la tolérance. Perdre ça, c'est perdre une partie de notre identité. Et surtout, c'est sous-estimer nos métiers", lâche-t-il.

"Injustice profonde"

"Immobiliser le monde de la nuit, c'est aussi immobiliser toutes les personnes qui gravitent autour de cette industrie, parfois en contrats précaires, et qui se retrouvent au pied du mur du jour au lendemain", confirme Emmanuel Bellet, gérant de la discothèque L'OEil, à Paris. Agents de sécurité et d'entretien, hôtes et hôtesse, DJs, programmeurs, régisseurs, barmen, serveurs... "Ils sont tous lésés, d'une manière ou d'une autre", déplore le patron, lui-même obligé d'annuler certains événements organisés depuis des semaines, de décaler des réservations ou de revoir sa programmation.

LIRE AUSSI >> ["Pour 2021, je n'ai aucun espoir": la détresse "totale" des gérants de boîtes de nuit](#)

"C'est une injustice profonde, et une vraie stigmatisation de nos métiers", abonde Jean-Bernard Menoboo, dirigeant de la boîte de nuit parisienne Le Gibus. "Dans mon cas, cela représente 120 personnes en arrêt net d'activité. Et toutes n'ont malheureusement pas droit aux aides", souligne-t-il, soucieux pour son personnel. Morgane, qui alterne quelques soirées au Gibus et un poste de surveillante dans un lycée pour arrondir ses fins de mois, accuse le coup. Parfois barmaid, parfois hôtesse de vestiaire durant le week-end, la jeune femme indique gagner "entre 500 et 600 euros par mois" via ces extras, qui lui permettaient jusqu'à présent de mettre de l'argent de côté pour payer son prêt étudiant. "C'était sécurisant et réconfortant d'avoir ce salaire supplémentaire qui tombait chaque mois", témoigne-t-elle, dépitée. D'autant qu'en perdant ce job, Morgane perd également une source de sociabilité importante. "Ça me permettait de sortir le week-end, de rencontrer des gens... Maintenant, je fais une croix là-dessus pour un mois. Au moins".

"Le plus dur, c'est de rester encore une fois chez soi, à ne rien faire", complète Joël, qui travaille depuis plus de sept ans au Rex Club, à Paris. Chargé de surveiller l'hygiène des toilettes et d'y accueillir les clients, l'homme est connu dans le milieu de la fête parisienne pour transformer l'attente des fêtards en réel moment convivial. "Ce que j'aime dans mon métier, c'est le contact avec les gens, rire avec eux, discuter... Être tout seul chez moi, ça me fait déprimer. Et ça me fait grossir !", confie-t-il en riant. Derrière ses anecdotes et son ton joyeux, Joël fait néanmoins part de son mécontentement. "On est considérés comme la cinquième roue du carrosse, encore une fois". Pendant les quatre prochaines semaines, il devra se passer des précieux pourboires des clients, qui arrondissent considérablement son salaire. "Entre 70 et 80 euros par soir travaillé... Qu'on ne récupère jamais dans les aides de l'État", précise-t-il.

"Torture psychologique"

Car si Jean Castex a assuré lundi soir que les entreprises concernées par une fermeture seraient "accompagnées économiquement par l'État", le monde de la nuit tient à faire part de sa frustration. "On ne sait pas quand nous toucherons ces aides, à combien elles s'élèveront, qui sera concerné, selon quels justificatifs et quels critères... C'est un retour à la case départ", regrette Édouard, organisateur des soirées "Overground" du Rex Club. Mis à part un salaire tronqué, le DJ insiste sur le "flou" dans lequel lui et ses collègues sont plongés depuis

plusieurs mois. "On ne sait jamais pour combien de temps on sera à l'arrêt, s'il faudra trouver des activités parallèles pour s'en sortir, s'il faudra partir ou non à l'étranger... C'est sûrement ça qui est le plus difficile", déplore-t-il.

LIRE AUSSI >> [Covid-19 : les bars et discothèques favorisent-ils les contaminations ?](#)

"Ne pas savoir ce qui va se passer, couplé au fait de ne pas jouer, ça fait ressortir tous les démons en même temps", explique de son côté Emmanuel Desormeaux, alias Animal & Me. Pour le mois de décembre, le DJ avait déjà prévu de se produire dans plusieurs clubs, à différentes dates, et pour une somme "conséquente". "Ces prestations sont toutes annulées. Et dans notre profession, il n'y a pas de chômage partiel !". Surtout, l'artiste dénonce "une torture psychologique" pour les acteurs du milieu de la nuit. "On vit sans aucune possibilité de se projeter, l'avenir est totalement incertain. Psychologiquement, c'est dur", affirme-t-il, observateur malheureux de la "mise à mort" du secteur.

Sur le même sujet

Depuis l'été dernier, déjà, Emmanuel constate une certaine frilosité chez les professionnels, peu enclins à programmer des artistes à l'avance. "Les promoteurs étrangers attendent, de peur de voir les frontières se refermer, et les clubs français sont à l'arrêt. C'est la double peine", conclut-il. Alors qu'Emmanuel Macron s'est engagé, ce mardi, à ce que les discothèques puissent rouvrir "au plus vite", les professionnels restent prudents. "La dernière fois, on m'avait dit deux semaines. Je suis finalement resté fermé 16 mois, et j'ai touché mes premières aides au mois de novembre suivant", relève Sébastien Labeyrie, gérant de l'établissement Le Monseigneur, à Bordeaux. "Alors psychologiquement, on se prépare au pire, tout comme nos salariés".